



Au sommaire de ce numéro

Ecologie et société : faire passer les valeurs avant la valeur. (Philippe Mühlstein).....2
 La bonté (Nathalie Zanon). C'est pas beau de vendre la mère (Raymond Zaharia).....4
 Décroissance ! Alors ? (Claire d'Auréli).....5
 Agenda. Organisation.....6

Comprendre la réalité dans laquelle nous vivons

Alain Grielen

IMPORTANT

Il est encore temps pour renouveler votre cotisation à ATTAC... et inciter vos amis à adhérer.

Adressez-nous vos réactions, vos commentaires, vos analyses, vos questions, vos réponses, vos coups de cœur, vos coups de gueule.
 Sur ATTAC, sur l'actualité, sur une émission, un film, un livre.
 De trois lignes à une page.

Le prochain numéro paraîtra le **15 septembre** : à vos plumes ! Envoyez vos textes à partir du 1^{er} septembre...

Ce numéro vous a intéressé ? Pensez à ceux qui n'ont que la télé ou la radio pour s'informer.

Diffusez, par courriel ou sur papier...

Ayant eu la chance insigne de passer la plus grande partie de ma carrière pendant les « 30 glorieuses »(1), j'ai acquis la conviction que jamais l'on n'avait approché d'aussi près l'établissement d'une économie véritablement au service de l'homme, c'est à dire de tous les hommes. En effet, la société occidentale marquée par le gigantesque krach boursier de 1929, qui avait fait dire à Keynes « qu'il n'y a rien de bon à attendre d'une situation dans laquelle le développement d'un pays devient le sous-produit des activités d'un casino », ne semblait pas prête à retomber dans de tels errements.

Le climat social était plutôt favorable à la coopération qu'à la lutte des classes, Charles de Gaulle ayant rassemblé les Français chez lesquels la Résistance avait ranimé l'esprit de solidarité. Les « Bourguignons », habitués à trahir la Nation, qui avaient manifesté leur « Divine surprise » provoquée par l'effondrement de la France en 1940 devant les Nazis, avaient presque disparu de la scène politique.

Le « Plan » et les nationalisations permettaient une organisation harmonieuse et efficace de l'économie et assuraient sa réussite dans cette période difficile de la reconstruction.

Le plein emploi régnait sur le marché du travail.

Dans l'entreprise en général et dans la mienne en particulier, existait davantage l'esprit d'équipe qu'un climat d'exploitation de l'être humain ! Les grands patrons, lorsqu'ils se livraient à des controverses sur les problèmes de l'économie et de l'entreprise, comme ce fut le cas entre Bloch-Lainé et Pierre de Calan, étaient unanimes à proclamer que « c'est l'anarchie qui est privative de liberté et non la règle ». Ils justifiaient ainsi le rôle nécessaire de l'Etat dans la vie économique de la Nation.

L'instauration du « marché commun » protégé par un « tarif extérieur commun » permettait de stimuler le développement économique de l'Europe, et donc de la France, malgré les obstacles créés par les Anglais avec l'institution de l'Association Européenne de Libre Echange (AELE).

Au total, à la fin des années 70, les Français avaient atteint un niveau de vie élevé. Depuis la fin du 19^e siècle, la production de richesse (PIB) avait été multipliée par 10. Ils bénéficiaient d'un système de protection sociale efficace faisant appel à la solidarité. En même temps la durée du travail avait été réduite de moitié !

Cela leur avait évité le chômage, aussi bien que donné du temps libre pour d'autres occupations aussi utiles et agréables que le travail productif. Les Anglo-saxons, conscients de la nécessité imposée par la guerre froide de maintenir, face aux pays en voie de développement, le visage suave et la vitrine souriante du capitalisme, ne nous taxaient pas encore de « décadence pour cause d'Etat - Providence ». Une répartition équitable des fruits de l'expansion assurait une bonne circulation monétaire et donc, un bon fonctionnement de l'économie.

Tout cela donnait aux Français confiance dans l'avenir. Ils pouvaient raisonnablement croire que la **prévision de Keynes**, selon laquelle « **au tournant du siècle, 3 heures par jour et 5 jours par semaine suffiraient à l'homme pour produire tout ce dont il a besoin** », était sur le point de se réaliser !

Hélas ! dès la fin de cette période, si la production de richesse a bien poursuivi sa progression (+ 53% de 1975 à 1995), le chômage et plus généralement l'exclusion, a été multipliée par 6. Et cela continue depuis....

C'est pourquoi les Français sont étonnés et déçus de constater que leur situation matérielle est moins bonne qu'il y a une vingtaine d'années. Ils sont inquiets parce qu'ils ne comprennent pas pourquoi une telle régression due au chômage se produit alors que la production de richesse ne cesse de croître !

Les informations dont ils disposent à ce sujet sont, en effet, largement brouillées par les organismes contrôlés en général par des **multinationales dont les intérêts sont étroitement liés au développement du chômage**. C'est ainsi que leur est seriné à longueur de temps, cette explication aussi fausse que systématique selon laquelle c'est la concurrence qui oblige à réduire le coût de la production donc le coût du travail c'est à dire les emplois. Mais la concurrence existait bien aussi pendant les 30 glorieuses et pourtant on augmentait régulièrement les salaires tout en améliorant les conditions de travail et la couverture sociale des salariés, et en réduisant la durée du travail ! Les progrès de la productivité bénéficiaient, il est vrai, également aux salariés !

Par conséquent, désabusés, ne percevant pas les causes réelles du développement du chômage et moins encore les moyens à mettre en œuvre pour supprimer ce fléau, nos compatriotes en viennent à considérer qu'il résulte de quelque fatalité!

J'ai voulu démontrer dans mon livre (2) qu'il n'en est rien, que le chômage peut être éliminé et que le remède ni compliqué, ni coûteux qui a fait la preuve de son efficacité depuis un siècle c'est une **réduction du temps de travail** suffisante pour compenser la différence croissante entre les besoins déclinant de main d'œuvre dans les entreprises et la quantité de main d'œuvre offerte par les salariés.

Mais l'application de ce remède se heurte aux puissants intérêts de multinationales de plus en plus concentrées qui, pour accroître sans cesse leurs profits dans l'entreprise et à la Bourse, ont pour objectif des suppressions d'emplois, la réduction des charges sociales et donc de la couverture sociale des salariés. C'est à dire l'annulation des progrès accomplis depuis la Libération par la société française (3).

Pour atteindre cet objectif, les **médias contrôlés par les multinationales** répètent qu'il faut moins d'Etat. Cela signifie qu'il faut mettre fin à la Démocratie réelle dans laquelle ce sont les citoyens qui organisent la société par le truchement de leurs représentants, pour la remplacer par une démocratie purement formelle dans laquelle la puissance financière fait élire des gens sous influence grâce au soutien à la fois médiatique et financier qu'elles apportent.

Ensuite, il n'est pas difficile de deviner pour qui les lois sont faites !

Pendant qu'il en est encore temps, il faut absolument que les Français exercent leurs droits civiques pour empêcher l'avènement d'une dictature économique insidieuse et permettre à la France d'entraîner l'Union Européenne avec elle pour que celle-ci puisse jouer le rôle de modèle pour l'ensemble des nations.

1) de 1945 à 1980.

2) « Non, le chômage n'est pas fatal » chez l'Harmattan.

3) M. Denis Kessler, membre éminent du MEDEF n'a-t-il pas écrit dans le n° de « Challenger » en date du 04/10/07 « Nous devons méthodiquement défaire tout ce qui a été fait par le Conseil National de la Résistance après la guerre » ! C'est ce que le Président Sarkozy a entrepris d'accélérer depuis son entrée en fonction. Mais il appelle cela, sans doute avec humour, « la réforme de la France » !

(ce texte reprend l'exposé fait lors de la journée d'ATTAC 92, à, Malakoff, le 24 mai 2008).

La crise écologique que nous vivons n'est pas seulement un « événement grave », comme l'humanité en a déjà connus dans son Histoire ; ce n'est pas un dérèglement passager, une sorte de maladie qu'il suffirait de soigner avec nos médecines habituelles. Ce n'est pas non plus une simple « impasse », d'où il suffirait de faire « machine arrière toute » pour se sortir, avec l'illusion de pouvoir revenir à un hypothétique « âge d'or » perdu. Cette crise représente *un moment historique pour les sociétés humaines*, un moment où des choix collectifs importants ne peuvent plus être éludés, à moins de considérer qu'il n'y a plus rien à faire, ou bien que la combinaison des progrès techniques et des « mécanismes du Marché » nous sauvera.

C'est, sans doute, pour la première fois dans l'histoire mouvementée du capitalisme, qui n'est rien d'autre, précisément, que la dictature irresponsable de ce fameux « Marché », désormais étendue à toute la planète Terre, qu'il rencontre ses deux limites absolues : *l'épuisement de la nature et l'épuisement du travail*. Il sera ici surtout question de la nature, bien qu'il y ait tant à dire sur la dévastation du travail à laquelle nous assistons, malgré ou plutôt à cause de la conception de la « valeur-travail » portée entre autres par M. Sarkozy et ses amis et maîtres du MEDEF.

Précisons qu'il y a 140 ans que ces deux limites ont été mises en évidence :

« *La production capitaliste ne développe donc la technique et la combinaison du procès de production social qu'en épuisant en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse : la terre et le travailleur* ». (Karl Marx ; *Le capital*, livre I, 1867).

La crise écologique, un moment et une urgence historiques

Pour cette partie, l'auteur est redevable à Geneviève Azam, de la Commission d'Attac « Ecologie et Société », dont il fait partie.

Les sociétés humaines sont menacées pour la première fois dans leur existence physique du fait de leur activisme économique et technique. Certes, il y entre 60 et 70 ans, l'invention, la fabrication et finalement l'utilisation de la bombe atomique, nous avaient déjà montré la puissance de destruction acquise par les humains. Les bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki ont représenté plus qu'un acte militaire, ils ont aussi enclenché un processus sans retour. C'est un défi à la pensée, « *une angoisse nouvelle et définitive* » comme le disait Albert Camus dans le journal *Combat* en 1945. Cette angoisse est nourrie par la conscience que nos capacités à fabriquer des « outils » excèdent notre capacité à imaginer les conséquences de leur utilisation. Ces événements ont été occultés, après la guerre, par la découverte des meurtres de masse perpétrés par la barbarie nazie et de l'effondrement de la démocratie dans les systèmes totalitaires. Ils ont également été recouverts par la croyance renouvelée au progrès et à la capacité des humains à contrôler leurs objets de puissance.

La catastrophe de Tchernobyl en 1986 a constitué comme un retour de ce refoulé, un événement fondateur d'une conscience nouvelle, malgré le voile qui a masqué sa gravité et celle de ses suites. Au-delà de l'événement lui-même, et des mensonges étatiques et technocratiques qui l'accompagnent encore, c'est bien, d'une part, la force d'inertie du système techno-industriel, gouverné par la seule recherche de la performance économique, technique, financière et, d'autre part, la soumission de la plupart des « élites » politiques aux exigences de ces performances, qui se trouvent remises en cause.

Aujourd'hui, le dérèglement climatique, la diminution accélérée de la biodiversité, l'épuisement des ressources fossiles non-renouvelables, la crise alimentaire et la crise sanitaire à venir du fait de la contamination de notre environnement par les produits chimiques,... tout cela ne constitue pas des déflagrations nucléaires. Ce sont toutefois de très graves menaces pour les sociétés humaines dans leur existence physique, tout en étant le produit direct de l'activité des humains. La crise écologique est bien une *crise systémique*, au double sens d'une crise qui *fait système*, dont les différents éléments se renforcent les uns les autres, et d'une crise d'*un système* socio-économique.

Enfin, il faut constater que ce sont toujours les plus pauvres qui souffrent les premiers et le plus des catastrophes écologiques. Dans les pays du Sud, évidemment, soumis aux premiers effets du changement climatique, on constate déjà les migrations de plusieurs dizaines de milliers de « réfugiés climatiques », obligés de quitter leur maison, leur terre, leur travail, par la montée des eaux de l'océan ou bien par l'épuisement des sols lié à la déforestation, à la pollution chimique, au gaspillage de l'eau par l'agriculture industrielle. Les populations du Sud sont aussi les premières victimes des conflits, ou des comportements néo-colonialistes, qui accompagnent l'activité des pays développés pour s'assurer le contrôle des ressources fossiles subsistantes. Mais dans les pays du Nord, également, tout près de nous, nous observons que ce sont les familles les plus modestes, qui subissent les conditions environnementales les plus dégradées et les nuisances les plus fortes par la relégation urbaine, faute d'avoir un quelconque choix sur leur lieu d'habitation.

Sur quelques fausses solutions

On nous parle aujourd'hui de « développement durable », un développement qui concilierait la protection de l'environnement, la prise en compte du bien-être social et la poursuite de la même croissance économique.

Ce concept veut à toutes forces concilier la croissance économique telle que nous la connaissons avec l'idée de durabilité. Or, les deux concepts se réfèrent à des niveaux d'abstraction et à des systèmes de raisonnement différents. La croissance trouve sa définition dans des agrégats monétaires de « production ». Pour reprendre la géniale distinction opérée dans l'Antiquité par Aristote entre *la valeur d'échange* et *la valeur d'usage*, la croissance résulte d'une sommation de valeurs d'échange créées surtout par l'activité marchande (économique) ou dans une moindre mesure non marchande (enseignement et soins, notamment). Mais l'accumulation de valeur d'échange ne connaît pas de limite propre dès lors que les propriétaires du capital trouvent la possibilité de dégager un profit de production, c'est à dire d'exploiter du travail humain. Par contre, la « durabilité » écologique se rapporte à des processus physiques singuliers et hétérogènes, soumis par conséquent aux limites du monde physique. L'idée de croissance à laquelle fait référence l'économie dominante est détachée du monde physique et n'a d'autre signification concrète et mesurable que l'augmentation des agrégats en termes monétaires de revenu ou de produit national. La crise écologique nous rappelle cette évidence que notre monde physique et ses ressources sont limités, contrairement à la valeur monétaire qui, par essence, est susceptible de croître à l'infini. Aujourd'hui, il faut choisir ce qui a le plus d'importance.

La crise écologique est devenue visible pour tous et se présente comme le résultat du productivisme. Dans la dynamique de valorisation capitaliste, la production comme fin en soi – le productivisme – ne signifie pas la production la plus grande possible de valeurs d'usage, comme s'il s'agissait d'une convoitise pour quelque chose de concret. Beaucoup présentent les choses ainsi de façon erronée, comme si on avait affaire à une pulsion irrépressible de s'entourer de richesses matérielles ou de transformer le monde. Non, la « production pour la production » signifie en réalité la production la plus grande possible de valeur d'échange et de plus-value, qui est le but suprême du capitaliste (« *Accumulez, accumulez : c'est la Loi et les Prophètes !* », disait Marx). C'est cette valeur d'échange qui est considérée comme la seule « valeur » digne d'intérêt et qui, littéralement, finit par détruire toute valeur d'usage, notamment celle de la nature.

Alors, faudrait-il la décroissance ? Cette notion renvoie exactement aux mêmes questions que la croissance : décroissance de quoi ? Pour qui ? Comment ? Quand on pose ces questions à des tenants de la décroissance, la plupart admettent sans peine qu'il ne s'agit pas de tout faire décroître et pour tout le monde, et que tous les habitants de la planète ont des droits à bénéficier de ce dont nous bénéficions déjà au Nord : l'accès à l'eau potable, à une alimentation saine, à l'instruction, à la santé,... ce qui suppose une certaine croissance. Mais s'il faut fournir toutes ces explications, c'est donc que le slogan n'est pas très bon. Que de mauvais procès ont été faits à ses partisans à cause de lui ! Et de l'autre côté, que de confusions et d'amalgames ont été faits entre la croissance et le développement, entre l'économie et l'économie capitaliste centrée sur la valeur d'échange qui nous dirige ! Aristote avait songé à deux termes, mais l'usage n'en a gardé qu'un seul : d'une part, l'économie – *oikonomos*, c'est à dire les règles de bonne gestion d'une maison, dont nous retrouvons du reste la racine

grecque *oikos* (« maison ») dans le mot « écologie » – et il ne saurait être question de « sortir de l'économie » en ce sens, car toutes les sociétés humaines, même au fin fond de l'Amazonie, la pratiquent et l'ont pratiquée ; d'autre part la *chrématistique*, art d'acquérir des richesses qui renvoie donc au gain marchand et qui, dans le capitalisme, a fini par effacer totalement le premier sens. De la même manière, dans la théorie économique néo-classique régnante, aussi bien que dans la pratique sociale qui en découle, la valeur d'échange a colonisé la valeur d'usage, en réduisant la seconde à la première, seule à pouvoir participer à l'accumulation privée du capital.

Il convient de se garder de la « fausse bonne idée » qui consisterait à donner une valeur d'échange, soi-disant pour les protéger, à la nature, au temps libre, aux activités humaines fondées sur le don gratuit, etc. Il s'agit d'un sujet d'actualité puisque M. Sarkozy vient de mettre en place une commission chargée de proposer de nouveaux indicateurs de richesse, dirigée par deux « prix Nobel d'économie » et à laquelle participe aussi un membre du Conseil scientifique d'Attac, dont on peut craindre qu'il n'y soit piégé.

De bons esprits dans cette commission s'imaginent que, puisque le marché ne reconnaît pas spontanément une valeur à la nature et au loisir, il faut lui en donner une, en créant un marché, justement [Jean-Marie Harribey, *La richesse du loisir n'est pas de la valeur, texte de travail, mai 2008*]. Or la lumière solaire a une valeur d'usage – elle est donc une richesse – mais n'a pas et ne peut avoir de « valeur » au sens économique. Une ressource naturelle inexploitée, parce qu'elle serait inatteignable ou qu'elle devrait être préservée, est une richesse qui n'a pas de « valeur » économique, en l'absence précisément d'exploitation. De même, le lien social et le temps libre sont des richesses, mais ne sont pas susceptibles de « valorisation » économique. Leurs « valeurs » ne ressortissent pas au registre économique, mais aux registres du politique, de l'éthique et de l'esthétique ; elles ne relèvent pas de la valeur (économique), mais des valeurs (éthiques). Elles sont incommensurables avec la valeur des marchandises, ni même avec celle des productions non marchandes. Elles ne sont donc pas intégrables dans le PIB, à moins d'être rabaisées, de faire l'objet d'un réductionnisme fatal et, finalement, de devenir de nouveaux enjeux pour la valorisation du capital.

Quelques pistes de réflexion et d'action : pour de nouvelles valeurs

« Croissance et décroissance sont dans un bateau. La valeur monétaire tombe dans l'eau, qu'est-ce qu'il reste ? Rien ! »

Les deux notions, au sens que leur donne l'économie, paraissent aussi piégées l'une que l'autre, puisqu'elle se réfèrent toutes deux à la valeur d'échange ; il est préférable d'évoquer la mise à bas de la prééminence de la valeur d'échange pour réhabiliter la valeur d'usage. Les sociétés développées sont sur un mauvais chemin ; il s'agit de changer de chemin, et pas de revenir sur nos pas, car aucune société humaine ne peut le faire.

En revanche, l'expression d'« objecteur de croissance » est satisfaisante : l'objecteur, c'est celui qui objecte, qui se pose et pose des questions. Et parmi ses questions, celle de nos besoins réels, nous les « riches » du Nord, celle du bon usage et celle du mauvais usage, le « mésusage » comme le dit Paul Ariès. [Paul Ariès, 2007, *Le mésusage, Parangon*].

Celui-ci cite notamment le cas, devenu classique, du prix identique de l'électricité que paie le riche pour chauffer l'eau de sa piscine privée (mésusage) et celui que paie le pauvre pour s'éclairer et cuire ses aliments. Mais les exemples abondent : le « bonheur » de plusieurs voyages lointains en avion chaque année, la « joie » de posséder les derniers gadgets de l'électroménager (« Non, Moulinex ne libère pas la femme ! »), le « plaisir » de vivre en maillot de bain chez soi quand il gèle dehors, le « nirvana » de la télévision et de l'ordinateur dans toutes les pièces, le « désir » de manger des primeurs en hiver et des fruits exotiques toutes l'année, etc.

On l'aura compris, il nous faut revisiter radicalement la notion de « progrès ». Il nous faut envisager de limiter, par le débat démocratique, certaines utilisations possibles de la technique. Il ne s'agit pas d'encadrer politiquement la recherche scientifique, à la Lyssenko, mais de soumettre ses applications possibles, la réalisation des objets techniques, au débat public. La fuite en avant technologique est aujourd'hui le moyen le plus sûr d'évacuer la question des finalités. L'exemple récent le plus frappant est celui des agro-carburants. Le seul objectif qui a été considéré par les puissances étatiques et économiques dominantes pour en encourager le développement a été la nécessité de combler à terme la pénurie de pétrole... sans se poser la question de la finalité et de l'utilité des déplacements de personnes et de la multiplication des transports de marchandises [Cf. le « 4-pages » d'Attac de janvier 2008 : « Transport, énergie et effet de serre : l'impasse néo-libérale », accessible sur le site de l'association à l'adresse : <http://france.attac.org/spip.php?article8127>], ni d'ailleurs, comme on l'a bien vu, des conséquences pour l'agriculture vivrière des pays du Sud.

Cependant, il faut aussi bien rejeter la technophobie, car nous aurons encore besoin d'innovations techniques, précisément pour nous aider devenir plus sobres et aussi pour travailler moins, afin de vivre davantage. Par ailleurs, la technophobie, si l'on y réfléchit un instant, présente pour les dominants le grand intérêt de les exonérer de leur responsabilité dans l'usage qui est fait de la technique. En effet, les technophobes en viennent à considérer que le mal réside dans la technique elle-même quand ce n'est pas, par un amalgame encore plus douteux, dans la recherche scientifique.

Simplement, tout ce que nous pouvons faire ne devra plus inéluctablement être fait.

Nous aurons par exemple à limiter nos déplacements et à mettre en place un nouvel aménagement du territoire, une nouvelle organisation de l'espace, aussi bien en ce qui concerne l'habitat que les activités de production de biens et de services, afin de relocaliser l'économie en donnant systématiquement la priorité aux circuits courts. A la base de la réhabilitation de la valeur d'usage, nous aurons à imposer la durabilité et la facilité de réparation des biens que nous utilisons, contre toutes les tendances actuelles à l'obsolescence rapide, au jetable et au renouvellement incessant pour poursuivre des « modes » fabriquées à grand renfort de publicité [Les dépenses publicitaires en France se sont élevées en 2007 à 32,7 milliards d'euros ! (Sources : France-Pub et Institut d'études et de recherches publicitaires)].

Cela ne se fera pas du jour au lendemain et une des questions parmi les plus délicates consiste à réfléchir aux nécessaires transitions et à les mettre en place, en prenant soigneusement en compte les situations sociales extrêmement diverses des membres de la société. C'est une approche gradualiste, mais il ne faut pas se dissimuler que notre horizon doit bien être celui d'un dépassement du capitalisme. Dans ce processus, l'exigence de démocratie devra être permanente.

En effet, il s'agit, pour certains d'entre nous, de nous auto-limiter, de nous fixer des objectifs de sobriété volontaire, de renoncer à certains objets ou à certaines distractions pas vraiment utiles. Il faut que nous le fassions par nous-mêmes, que nous en discutons ensemble, que la collectivité nous y aide car, faute de cela, l'un des risques que nous fait courir la crise écologique est celui, sous la pression de la rencontre prochaine des limites, d'une restriction autoritaire de notre liberté, par un pouvoir écolo-totalitaire qui, n'en doutons pas, laisserait aux plus fortunés la licence du gaspillage...

Un autre risque est celui de la dépolitisation de l'écologie, dont le récent « Grenelle de l'environnement » constitue un bon exemple. Cette dépolitisation, orchestrée par l'Etat avec l'aide des médias, consiste à instrumentaliser la crise écologique en affichant un slogan du genre : « Tous unis pour sauver la planète ! ». Cette opportune unanimité de façade permet d'occulter, en les évacuant, les antagonismes sociaux et les inégalités, y compris d'ailleurs celles qui existeront face aux conséquences de cette crise elle-même. On retrouve la même dépolitisation à l'œuvre dans la rhétorique d'un Nicolas Hulot, selon lequel : « Nous sommes tous également responsables »..., ce qui revient à dire qu'il n'y aurait aucun responsable en particulier ; il n'est guère étonnant qu'un tel discours trouve pleinement grâce auprès des maîtres de l'organisation marchande et de leurs serviteurs étatiques.

Il est possible que l'agonie du capitalisme ait déjà commencé, sous l'effet de ses propres contradictions face à des limites qu'il n'a jamais voulu envisager, car il est par essence incapable d'envisager des limites à l'accumulation du capital, sa chair et son sang. Mais de la rencontre de ces limites, il ne faut surtout pas déduire que, puisque le capitalisme finira par crever tout seul, il n'y aurait qu'à attendre. Car alors, il ne laisserait derrière lui que la ruine, la désolation et l'anomie, comme c'est déjà le cas dans certains pays du monde où les propriétaires du capital ne jugent pas, ou ne jugent plus, intéressant d'aller exploiter le travail, laissant ces pays être gouvernés par la logique primitive de violence et d'accaparement de « seigneurs de la guerre ». Contrairement aux illusions d'un certain marxisme vulgaire, marqué par une vision eschatologique, il n'y a aucune raison « scientifique » que le socialisme succède automatiquement au capitalisme. L'écologie, qui est par excellence la science des limites biologiques du réel, nous montre précisément qu'il ne faut certainement pas fonder notre avenir, comme le disait ironiquement Jean Chesneaux, sur « le développement impétueux des forces productives »...

Il convient enfin de se garder d'une illusion individualiste, répandue chez nombre de personnes, d'ailleurs très sympathiques et proches des mouvements altermondialiste et écologiste.

Comme cela a été évoqué *supra*, il ne faut pas mépriser le rôle des changements des comportements individuels dans la construction d'un autre monde. Concrètement, il est hautement préférable, si l'on en a la possibilité, de manger « bio », de s'approvisionner en fruits et légumes dans une AMAP [Association pour le maintien d'une agriculture paysanne], d'utiliser des ampoules à basse consommation, de se déplacer à pied, à bicyclette ou en transport en commun, etc. Il convient aussi de le faire par un souci élémentaire de cohérence, car quelle importance accorder à de belles idées si ceux qui les popularisent ont dans leur vie quotidienne une activité pratique qui leur est complètement opposée ?

Ceci posé, il ne faut surtout pas croire, ou faire croire, que les seuls changements des comportements individuels pourront conduire, même s'ils y contribuent, à changer l'organisation sociale. Pour cela, l'action collective et la construction de rapports de forces seront toujours indispensables. Cet « autre monde possible », nous devons le construire, ensemble, et lutter pour cela. Au-delà des contradictions qui existent nécessairement, c'est à la convergence des mouvements sociaux, des mouvements de solidarité Nord-Sud, des mouvements écologistes que nous avons à œuvrer pour penser et imposer des mesures à la hauteur des enjeux du moment historique que nous vivons. Parmi ces mesures, l'instauration de biens communs (eau, air, climat... et services publics) et la mise en place de leurs financements sous forme de taxes globales [Geneviève Azam, Jacques Cossart, Vincent Drezet, Laurent Hutinet, Philippe Mühlstein, Éric Toussaint, *Quelle taxe pour préserver ce bien public qu'est le climat ?*, Article, hebdomadaire *Politix* du 21 février 2008] ne seront certainement pas obtenus sans conflits ouverts avec les intérêts privés dominants.

La crise écologique n'est pas fatale : ce que l'action des humains, pris dans des rapports économiques et sociaux particuliers et dans les représentations particulières qui en découlent, a produit, l'action des humains doit pouvoir le défaire.

La bonté

Nathalie Zanon

Une anthropologie, je pourrais même dire une idéologie, sous-tend la pensée politique dominante : c'est l'hypothèse que les hommes, laissés à leurs tendances naturelles, ne viseraient qu'à satisfaire leurs propres intérêts, n'étant soucieux d'autrui que lorsqu'ils en retirent quelque avantage. Les comportements altruistes ne seraient qu'apparents : en cherchant bien, on pourrait toujours leur trouver des raisons moins désintéressées. La compétition serait notre loi naturelle et c'est pourquoi le système économique le plus efficace serait le libéralisme, lequel prend en compte et même repose sur notre égoïsme foncier.

Ce paradigme domine les sciences sociales et jusqu'à la politique. Il est pourtant contraire au bon sens et à notre expérience de vie. Qui n'a jamais eu l'occasion de vivre une vraie amitié ou un geste de réelle compassion ?

Alors, ne nous laissons pas tromper. Regardons le monde sans ces lunettes déformantes. Étudions ce qui nous pousse à l'altruisme. La deuxième guerre mondiale nous fournit quelques cas particulièrement intéressants, comme le village de Chambon sur Lignon dans lequel les 3000 habitants, avec à leur tête le pasteur André Trocmé, et sa femme Magda, sauvèrent près de 5000 réfugiés juifs. Lorsque Philip Hallie demanda postérieurement à l'une des habitantes, Madame Eyraud, pourquoi elle avait pris ces risques, elle parut ne pas comprendre le sens de la question : « *Qui d'autre aurait pris soin d'eux si nous ne l'avions pas fait ? Ils avaient besoin de notre aide, et ils en avaient besoin à ce moment-là* » (Cf. *Le sang des innocents*, P. Hallie, éd. Stock).

Si je connaissais bien l'histoire du Chambon, j'ai découvert un autre exemple intéressant dans le livre de Michel Terestchenko intitulé *Un si fragile vernis d'humanité*, éd. La Découverte. Il s'agit de Giorgio Perlasca, un Italien qui sauva des milliers d'Hongrois juifs en se faisant passer pour un diplomate espagnol avec un culot et une intrépidité monstres. La réponse qu'il donna après la guerre sur son attitude remarquable (« *Qu'auriez-vous fait à ma place ?* ») rappelle par sa simplicité celle de Madame Eyraud.

Pour ces « justes », la bonté et le courage apparaissent tout naturels. Alors, pourquoi leurs contemporains n'ont-ils pas tous eu la même attitude pendant la guerre ? Pourquoi seule une minorité a résisté à la barbarie ? Qu'est-ce qui a donné les moyens à ces femmes et à ces hommes apparemment ordinaires de ne pas se soumettre à la peur qui paralysaient les autres ?

En étudiant la personnalité et l'histoire des époux Trocmé, il ressort une éducation respectueuse et non fondée sur la soumission, une foi profonde en un Dieu qui donne sa vie pour les hommes, une expérience humaine et spirituelle qui empêche de dégrader des êtres humains, sans oublier la longue pratique huguenote de résistance à l'autorité. Ces conclusions sont-elles généralisables ?

Encore trop peu d'études se penchent sur les comportements altruistes. Il serait pourtant fécond pour notre société de comprendre ce qui les favorise. L'enquête la plus fouillée émane de deux universitaires américains, Samuel et Pearl Oliner, qui interrogèrent près de 700 personnes ayant vécu dans les différents pays soumis à l'occupation nazie : 406 « sauveteurs », 126 « non-sauveteurs » et 150 survivants. Sans se préoccuper des intentions morales des sujets, les chercheurs définirent les comportements altruistes par quatre caractéristiques : comportements volontaires, dirigés en vue d'aider autrui, impliquant un grand risque pour l'auteur, n'étant assortis d'aucune récompense extérieure. Que ressort-il de cette étude ? En agissant humainement jusqu'au bout, quitte à résister à l'autorité et à prendre des risques vitaux, les « sauveteurs » étaient en profond accord avec elles-mêmes, vivaient pleinement. Ce qui est intéressant, c'est que les chercheurs montrèrent que ces comportements altruistes n'étaient pas des ruptures mais s'inscrivaient au contraire dans la ligne de toute une vie. Résister à la pression du groupe ou de l'autorité demande en effet des qualités psychologiques et morales qui ne se forment pas en un jour, une intériorité, une force d'âme, une confiance en soi résultant de parents aimants et d'une éducation non autoritaire, points communs de la plupart des 406 « sauveteurs » et points de différenciation avec les 126 « non sauveteurs ».

Chaque homme a ces potentialités altruistes, encore faut-il que l'éducation favorise leur épanouissement. Et que notre pensée politique et notre système économique cessent de réduire les hommes à des individus égoïstes.

C'est pas beau de vendre la mèche !

Raymond Zaharia

A propos de "La dette publique, une affaire rentable. A qui profite le système ?" par André-Jacques Holbecq et Philippe Derudder (voir <http://tinyurl.com/5jrxyx>)

"Chaque Français naît avec plus de 17000 euros de dette ! Cela ne peut plus durer !"

Cette "petite musique" permet, année après année, de justifier, entre autres, la détérioration continue (jusqu'à la privatisation...) des services publics... Pourtant, ceux qui s'exclament ainsi, à droite comme à gauche, (sans oublier le Premier Ministre), connaissent-ils l'article 25 de la loi du 3 janvier 1973 ?

Savent-ils, ces "pères la rigueur", que depuis 35 ans... "le Trésor public ne peut être présentateur de ses propres effets à l'escompte de la Banque de France" ? Comment ? Comprenez qui pourra ! Bien avant le Traité de Lisbonne, on est déjà très loin de l'article 6 de la Déclaration de 1789 qui stipule: "La loi est l'expression de la volonté générale" ! (Comment ne pas songer au langage codé qu'utilisent, pour communiquer entre eux, les membres d'une même corporation ? P. Bourdieu et C. Hagege... même combat ?!)

Bien sûr, il est faux de dire : "chaque Français naît avec une dette..."!

Certains d'entre eux naissent plutôt avec une créance sur le reste de leurs concitoyens ! (Goebbels ne disait-il pas: "Plus le mensonge est gros... mieux il passe !"?)

Bien sûr ... la décision de R. Barre en 1976 (selon laquelle l'État paie les intérêts de sa dette à un taux supérieur à l'inflation...), visait d'abord à protéger les épargnants, à les inciter à confier à l'État leurs petites économies !

Mais... le "meilleur économiste de France" avait-il prévu que cette décision "ad hoc", (en période d'inflation à 2 chiffres), serait... un formidable effet d'aubaine pour les établissements financiers (qui ont, eux, l'incroyable pouvoir de "créer de la monnaie... à partir de rien !") ?

Parler sans cesse de "plus de 1000 milliards de dette" (ou des 40 milliards /an du "Service de la Dette"... un budget supérieur à celui de la Justice...), mais ne jamais dire un seul mot de la "cause racine" qui les fait prospérer depuis 35 ans, c'est-à-dire la privatisation d'un "pouvoir régalié", hérité en 1789 du "Droit de seigneurage", (certes moins connu que... le droit de cuissage: merci Giscard ! Merci Barre !), ce silence étonnant... est-ce du cynisme... ou de l'incompétence ?

Tout cela, les auteurs le dévoilent à la "France d'en bas"... à ceux qui subissent tous les jours les conséquences de cette machine infernale à creuser les inégalités... qui n'a rien de fatal ni d'irréversible !

Rendre simple et lumineux des propos délibérément obscurs... montrer comment des inégalités croissantes alimentent l'obsession sécuritaire qui envahit l'Europe du Traité de Lisbonne... c'est lutter pour que "le bruit des bottes ne succède pas... au silence des pantoufles !" !

Bravo à AJ Holbecq et P. Derudder ! <http://www.france-alter.info>

Pouvoir d'achat – production – consommation - augmentation... Décroissance ! Alors ? *Claire-Louise d'Aurélié*

Portable à l'oreille, écran - de fumée ? - pour horizon... mail mêle méli-mélo... consommé, cliqué, jeté ; qu'est ce qu'on fait de ses dix doigts à part pianoter –ce qui n'est pas forcément inutile ni désagréable ? Qu'est-ce qu'on fait de notre tête condamnée à ne plus entendre notre entourage direct – voix et sons – le bruit, les mots, les notes vissés dans l'oreille et l'œil figé sur l'écran ! ?

C'est le temps du gratuit – mais qu'est-ce que nous donnons, gratuitement, en échange ?

Moi, notre argent m'intéresse !

Les marronniers roses ont eu le temps de fleurir, je les ai à peine vus ; les iris du Jardin des Plantes se sont ouverts sans que j'aie les revoir. Tout de même, j'ai vu naître à mes fenêtres quelques petits d'arbres et grandir mes glycines. Le temps ce n'est pas de l'argent ! Je n'aime pas ce raccourci.

Mais l'outil argent est utile ; devrait permettre de vivre et même de se faire plaisir ; mais pas dans l'accumulation. Un peu désencombrement, un peu de partage, ne feraient pas de mal. Stop et

Que l'argent redevienne une mesure utile.

Et un peu moins d'activités. Aucun de nous ne répondra à tout. La semaine passée j'ai annulé deux réunions -rencontres très importantes pour une troisième où il y avait à faire en urgence ; on avait besoin de "moi"... préparé, travaillé trois jours pour cela. Tellement urgent que cela n'a pu se faire ! Leçon de sagesse et de modestie. Stop encore.

J'ai envie d'une décroissance libératrice ; sans même parler de la moralité de la chose.

C'est là que notre argent m'intéresse : acheter moins (c'est pas très difficile) mieux (l'effort n'est pas très grand)*. Prendre le temps de savourer, c'est à dire prendre, acheter moins, beaucoup moins pour vivre plus, beaucoup plus.

Salvateur avant tout, et nous ne voulons pas disparaître sous des montagnes de déchets, non ? Et "dispenseur" de bonheur de vivre un peu plus, un peu mieux.

Je commence, stop ces lignes pour aller rêver ; réparer ce bon parapluie tout juste décousu ; aller me promener au parc avant de travailler. Avec amitié, sans compter. Claire-Louise

* J'avais pris la plume en pensant aux libraires indépendants, aux éditeurs indépendants mais bien sûr il s'agit ici de tous les artisans indépendants. C'est de notre porte-monnaie que l'argent part, à nous de choisir où il va ; d'accorder le plus possible nos idées et nos actes.

Agenda

19 juin, à 20 H, à Nanterre

Conférence-débat : « Halte à la concurrence sociale et fiscale en Europe ! »

Vincent DREZET, Secrétaire National du SNUI (Syndicat National Unifié des Impôts)
Membre du Conseil Scientifique d'Attac
et Michel FENAYON, Président d'Attac 92
Agora de Nanterre, 20 rue Stalingrad 92000 Nanterre (métro Nanterre centre-ville)

Les pays européens se font une concurrence acharnée sur les prélèvements sociaux et les impôts. L'objectif déclaré : rendre son pays plus attractif que ses voisins tant pour les particuliers que pour les entreprises. Ce jeu fou conduit à la destruction des protections sociales et des services publics. Il a été initié par l'Irlande, les ex pays de l'Est ont suivi et maintenant l'Allemagne et tous les autres pays s'y mettent. La construction européenne a mis fin à la guerre militaire mais elle a déclenché la guerre économique entre les pays d'Europe
Peut-on envisager une harmonisation au niveau européen ? Est-ce possible ? Si oui comment ? Qui s'y oppose ? Quels sont les domaines prioritaires ?
Nous réfléchissons ensemble à l'harmonisation des salaires minimum, de l'impôt sur les sociétés, de l'impôt sur le revenu, de l'indemnisation du chômage, etc..

Et si l'on remplaçait la concurrence par la coopération !!!

21 juin, de 12H 30 à 16 H, à Montrouge

Fête du don

Tout ne se vend pas, tout ne s'achète pas.

Tout est gratuit : distribution gratuite de vêtements, revues, livres, jouets, etc.
C'est l'occasion de nous rencontrer, de faire connaissance les uns avec les autres.
Ceux qui le souhaitent peuvent apporter des objets qu'ils veulent donner (ou quelque chose à manger ou à boire).

Nous comptons sur votre présence, vous pouvez inviter des amis.
Afin que nous puissions avoir une idée du nombre de participants, et de vous donner les détails pratiques, merci de faire savoir si vous êtes intéressé (e) à participer, par courriel à jean-paul.alletru@wanadoo.fr, avant le jeudi 19 juin.

Consultez le site Internet d'Attac 92 : www.local.attac.org/attac92

Jean-Louis Montel, webmestre du site Attac 92

web.attac92@attac.org

Ce site internet connaît un franc succès : près de 10 000 visites en mai ; plus de 450 visiteurs différents le même jour, en mai !

Organisation d'ATTAC 92

Siège social : 6, rue Ledru-Rollin 92150 Suresnes. attac92@attac.org

Site internet : <http://www.local.attac.org/attac92>

Président d'ATTAC 92 : Michel Fenayon

Secrétaire Général : Marie-Catherine Desaulty.

Secrétaire Général Adjoint : Annik Bolard.

Trésorier : Hubert Guérinet.

Jean-Paul Allétru a été nommé Correspondant Electronique Local (CEL) jean-paul.alletru@wanadoo.fr

Bulletin d'adhésion 2008

NOM (en capitales) : **PRENOM :** **Homme / Femme (rayer la mention inutile)**

Date de naissance : **Profession :**

Adresse : **Code postal :** **Ville :** **Pays :** **Téléphone fixe :**

..... Mobile :

Adresse électronique (pour recevoir les informations d'Attac) :

J'adhère à l'association Attac et verse pour l'année civile 2008 la somme (comportant l'abonnement de 10 € à Lignes d'Attac) de : cochez le montant choisi, en fonction de votre tranche de revenu mensuel (si vous ne souhaitez pas recevoir Ligne d'ATTAC, précisez le et retirez 10 €) :

tranches de revenu mensuel	de 0 à 450 € : 12 €	de 450 à 900 € : 20 €	de 900 à 200 € : 34€	de 1 200 à 1 600 € : 45 €
	de 1 600 à 2 300 € : 60 €		de 2 300 à 3 000 € : 70 €	de 3 000 à 4 000 € : 100 €
	au-delà de 4 000 € : 130 €			

Il m'est possible d'apporter un soutien complémentaire à l'association. je procède à un apport supplémentaire de

J'effectue le règlement (rayer la mention inutile) : par chèque bancaire ou postal

par carte bancaire n° :

3 derniers chiffres : date d'expiration :

signature :

A adresser par courrier à ATTAC, Service adhésions, 60732 Sainte Geneviève cedex - France

Les informations recueillies sont nécessaires à votre adhésion. Elles font l'objet d'un traitement informatique et sont destinées au secrétariat de l'association. En application de l'article 34 de la loi du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez vous adresser au siège d'Attac France.

Angle d'attac 6, rue Ledru-Rollin – 92150 Suresnes

Responsable de la publication : Michel Fenayon (mfenayon@wanadoo.fr)